

ÉTAT DE LA NATION

# Non-déclaration

Richard Graf

**Le discours du Premier ministre de mercredi dernier a déçu. Au lieu d'expliquer pourquoi nous sommes si mal en point, il a dressé un inventaire des promesses d'hier non tenues, qu'il envisage d'honorer après les élections de 2014.**

S'il y a une chose au Luxembourg qui semble résister à tous les aléas, c'est le talent rhétorique de Jean-Claude Juncker. Face au gouffre de la prétendue crise d'Etat, avec la véritable caverne d'Ali Baba constituée par le Service de renseignement et l'affaire « Bornmeleeër » - dans laquelle la responsabilité dudit service devient de plus en plus évidente -, Juncker se positionne lui-même ainsi que son gouvernement comme victimes au même titre que les autres citoyens. Le fait qu'au moins un de ses prédécesseurs, appartenant à la même famille politique, semble avoir menti en public, ne le déstabilise pas (encore).

La situation des finances publiques, un leitmotiv de la campagne électorale de 2009, lors de laquelle les chrétiens-sociaux, sous l'égide du duo Juncker-Frieden, avaient promis le « séchere Wee » est peinte dans des couleurs à première vue flatteuses : chez les voisins ce serait encore pire ! Et le Luxembourg des années 1960 aurait connu des taux d'endettement beaucoup plus élevés qu'aujourd'hui. Mais le credo du CSV des trente dernières années, comme quoi le Luxembourg n'avait pas le droit de s'endetter outre mesure, est passé sous silence. Oubliée aussi la promesse de ramener à zéro l'endettement global pour 2014. L'échéance est maintenant repoussée à 2016 ou 2017.

Ce report devrait surtout choquer les adeptes mêmes d'un parti qui se vante d'avoir géré de façon exemplaire et presque continue les finances publiques depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est moins le cas pour ceux qui ont toujours eu des réserves face à cette doctrine du non-endettement absolu, alors que notre Etat a tardé à mettre en oeuvre un certain nombre de grandes réformes avec les investissements allant de pair, notamment en matière de transition énergétique, de transport, de logement et d'éducation.

Ce que Juncker n'explique pas, c'est comment on a abouti à une situation, où l'Etat n'arrive plus à se doter des moyens nécessaires pour appréhender l'avenir. Il constate lui-même qu'une certaine injustice s'est installée en ce qui concerne l'imposition des citoyens. Ce qui n'empêche pas le Premier ministre d'annoncer, au même moment, l'augmentation de la TVA - impôt injuste par excellence - à partir de 2015.

Il rappelle la réforme fiscale de 1991, qui avait permis d'éradiquer un certain nombre d'inégalités, mais il tait celle du début du millénaire, qui comportait des réductions d'une envergure comparable aux déficits que l'Etat connaît actuellement. Comme tout abaissement linéaire des impôts directs, cette réforme profitait surtout aux gros revenus. L'Etat renonçait alors aux centaines de millions d'euros qui lui manquent maintenant pour réaliser les projets de sortie de crise.

**« Ce qui ne empêche pas le Premier ministre d'annoncer, au même moment, l'augmentation de la TVA - impôt injuste par excellence. »**

Par contre, le Premier ministre vient de lancer sa campagne électorale pour les prochaines législatives : il promet de réaliser une longue liste de mesures, dont la plupart étaient déjà inscrites au programme de coalition de 2009, voire de 2004. Comme ces réformes ne seront pas gratuites, il va entrer dans l'histoire luxembourgeoise comme le chef de gouvernement le plus dépensier. Son principal souci consistera donc à faire comprendre aux siens ce nouveau rôle.

Ce sera d'autant plus difficile qu'il va mener une première bataille aux côtés de son homologue allemande, Angela Merkel. Candidate à sa propre succession, en septembre de cette année, elle ne manque pas une occasion pour rappeler aux autres Etats de l'Union européenne que la réduction des déficits budgétaires doit être la première des priorités.



NEWS

## NEWS

Mobilfunkanlagen: Diktatur der Anbieter **S. 3**

## REGARDS

Lydie Schmit (1939-1988): Mehr Sozialismus **S. 4**

Bonnes feuilles (4/6): La question juive au grand-duché **p. 6**

Punkrock: Ton, Steine, Schleim **S. 8**

Deutschland: Justitia ist blind **S. 10**